

Et si l'Afrique s'imprégnait de l'économie sociale de marché allemande !

« Nous ne sommes pas là pour vous imposer le système de l'économie sociale de marché. Mais plutôt pour instaurer un dialogue et un échange d'expertise entre vous et nous sur le champ de l'économie ». Tels sont les propos de Susanna Vogt experte en économie sociale de marché du siège de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) en Allemagne, lors d'une rencontre des boursiers de la FKA. Le thème choisi est « le rôle des partenaires sociaux dans l'économie sociale de marché ».

Devant des boursiers et des anciens boursiers de la Fondation Konrad Adenauer (FKA) venu nombreux pour assister et débattre sur le rôle des partenaires sociaux dans l'économie sociale de marché, l'experte Susanna Vogt a introduit son intervention par la célébration de la fête des travailleurs (1^{er} mai) en Allemagne. « Cette année les travailleurs allemands ont réclamé pendant la fête du 1^{er} mai, un salaire minimum global pour tous les travailleurs ».

Appuyée dans son exposé par un vidéoprojecteur, la conférencière Mme Vogt a affirmé que le concept de l'économie sociale de marché est l'un des piliers de la Fondation FKA. C'est un concept à la fois économique et social. Il se base sur les relations sociales et économiques.

Selon Mme Vogt, experte en économie sociale de marché, il y a quatre principes fondamentaux qui constituent les piliers de l'économie sociale de marché : la personnalité, l'intérêt commun, la solidarité et la subsidiarité. « La personnalité est le premier principe fondamental de l'économie sociale de marché. L'Etat doit mettre tous les hommes au même pied d'égalité. L'intérêt commun doit primer surtout et avant tout sur l'intérêt personnel. La solidarité est très importante, et chacun est responsable des maillons les plus faibles de la société. Et enfin, la subsidiarité est un processus par lequel la collectivité doit rendre l'individu capable de ses actes ou initiatives. Et si le but visé par cet individu n'est pas atteint, l'Etat doit être en mesure de lui venir en aide pour atteindre son objectif visé».

Les conflagrations mondiales ont été un facteur propice à l'émergence de l'économie sociale de marché. « Après la guerre, l'Allemagne a eu la chance d'avoir des dirigeants qui ont pu tirer une leçon positive. Ce qui a fait que le social était le crédo des allemands. C'est après également la deuxième guerre mondiale que la décision a été prise pour que les syndicats et la société civile s'occupent dorénavant des conditions des travailleurs sans immixtion de l'Etat » a affirmé Susanna Vogt.

A la différence de certains pays, en Allemagne, les partenaires sociaux sont engagés dans une logique d'amélioration rituelle des conditions des travailleurs et du travail. Et cela joue un impact sur le calendrier des politiques. « Les travailleurs organisés (syndicat) et les entreprises responsables (patronat) conçoivent les conditions sociales de travail. Ils doivent résoudre les conflits d'intérêt par une politique de consensus, sans engagement étatique. Et pour se faire, deux modes sont sollicités : la convention collectives et les cogestions dans l'entreprise ».

En Allemagne, les conventions collectives sont annuelles avec des instruments de négociation et si le but n'est pas atteint via les négociations, la conciliation devient la seconde option et le tout sans l'intervention de l'Etat. Pendant plus d'une décennie, selon Mme Vogt avec des projections de graphiques, le coût unitaire de salaire est resté stable. Et même à l'entame des crises mondiales qui continuent de nos jours à faire des victimes, les entreprises allemandes sont l'un des rares secteurs dans le marché mondial à ne pas faire beaucoup de licenciement de travailleurs.

Le tableau de l'économie sociale de marché n'a pas été peint d'une seule face par l'experte Susanna Vogt. Le syndicalisme qui a fait ses épreuves dans la stabilité socioéconomique de l'Allemagne unifiée, a régressé sur le plan d'adhésion des travailleurs. « La mondialisation avec ses effets collatéraux a fait que le syndicalisme allemand a perdu de nos jours un peu d'adhérents, de même que les organisations patronales allemandes ». De nos jours, l'Allemagne unifiée compte plus de 3.000.000 chômeurs.

Après l'exposé de Susanna Vogt, experte en économie sociale de marché de la Fondation Konrad Adenauer en Allemagne, les boursiers de ladite Fondation ont été nombreux à poser des questions sur notamment la relation entre l'économie sociale de marché et le capitalisme, l'applicabilité de ce système économique allemand dans d'autres pays.

Mme Vogt n'est pas allé du dos de la cuillère. « L'économie sociale du marché est l'un des éléments du capitalisme. Mais malheureusement, c'est qu'après la guerre que les gens ont eu une mauvaise image du capitalisme. C'est l'homme qui est au centre des activités de l'économie sociale de marché et pas la recherche du capital ».

En ce qui concerne l'application de l'économie de marché dans d'autres pays, Mme Vogt recadre la question avant de répondre. « C'est évident que le système de l'économie sociale de marché n'est pas automatiquement implantable dans d'autres contrées. Mais ce qui est important pour nous, c'est le dialogue ou l'échange entre le système économique allemand et les vôtres. Par ailleurs, en l'article 3 du traité de Lisbonne, l'économie sociale de marché y est mentionnée et il y a certains pays de l'Union européenne qui l'ont intégrée dans leurs systèmes économiques ».

Susanna Vogt a soutenu pour clore la séance que l'ouverture du marché est l'un des crédos de l'économie sociale de marché avec un équilibre scrupuleux. Et ce, en s'inscrivant dans la logique de l'organisation mondiale du commerce (OMC).

Gata Doré alias DG